



DIRECTION DE L'ACCUEIL ET DE LA
SÉCURITÉ

15, RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01.42.34.36.96

**LOT 2 : ENTRETIEN ET RÉNOVATION DES SOLS EN
PIERRE ET MARBRE DU PALAIS DU LUXEMBOURG
ET DE SES DÉPENDANCES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(C.C.P.)**

JUILLET 2025

SOMMAIRE

1 Article premier – OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 Objet général	4
1.2 Forme du marché – maximum contractuel	4
1.3 Modalités d’émission des bons de commande	4
2 Article 2 – DURÉE DU MARCHÉ	5
3 Article 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4 Article 4 – CONTEXTE	5
5 Article 5 - PRESTATIONS ATTENDUES	6
5.1 Lieux des prestations	6
5.2 Les obligations relatives à l’environnement	6
5.3 Nature des prestations principales attendues	6
5.4 Nature des prestations complémentaires attendues	7
6 Article 6 – OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTIES	7
6.1 Obligations incombant au Sénat.....	7
6.2 Obligations incombant au titulaire	7
6.2.1 Obligation de résultat.....	7
6.2.2 Obligations de sécurité	7
6.2.3 Contrôles qualité, nettoyage de fin d’intervention et réception des prestations	8
6.2.4 Accès au site.....	8
7 Article 7 – PRIX DU MARCHÉ	9
7.1 Établissement du prix.....	9
7.2. Variation des prix.....	9
8 Article 8 – PÉNALITÉS	10
9 Article 9 – OBLIGATION DE DISCRÉTION, DE CONFIDENTIALITÉ ET INTERDICTION DE PUBLICITÉ	11
10 Article 10 – SOUS-TRAITANCE	11
11 Article 11 – RESPONSABLES TECHNIQUES.....	11
11.1 Pour le Sénat	11
11.2 Pour le titulaire	11
12 Article 12 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	12
13 Article 13 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	12

14 Article 14 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	13
14.1 Modification.....	13
14.2 Résiliation	13
14.3 Exécution aux frais et risques	13
15 Article 15 – LANGUE - LITIGES	13
16 Article 16 – RESPONSABILITE, ASSURANCE	14
17 Article 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	14
18 ANNEXE 1 - Arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020 (modalités de paiement).....	15
19 ANNEXE 2 – exemples des différents types de sols en pierre et marbre au Palais du Luxembourg et dans ses dépendances	17
.....	17
Escalier en pierre ancienne	17
.....	18
.....	19
Dallage en pierre ancienne	19
.....	20
Sol en comblanchien.....	20
.....	21
Terrasse extérieure en pierre ancienne	21

Article premier – OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet général

Le présent marché a pour objet l'entretien et la rénovation des sols en pierre et marbre du Palais du Luxembourg et de ses dépendances.

Le présent marché est un marché de services.

1.2 Forme du marché – maximum contractuel

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande, en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, ces bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché, sans que leur durée d'exécution puisse se prolonger au-delà de la date limite de sa validité dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, il est conclu sans minimum et pour un montant maximum de 125 000 € HT sur toute sa durée d'exécution. Dans l'hypothèse où ce plafond serait sur le point d'être atteint, l'accord-cadre serait résilié à l'initiative du Sénat sans indemnité du titulaire.

1.3 Modalités d'émission des bons de commande

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins du Sénat. Tout au long de la période d'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des prestations définies dans le marché.

Chaque bon de commande décrit la prestation demandée et mentionne le prix de cette prestation, les dates souhaitées pour son exécution, un numéro de commande et les références du marché.

Il indique également le délai exigé pour répondre, ainsi que l'adresse de facturation.

Les bons de commande sont envoyés par le Sénat par courrier ou courrier électronique.

Le titulaire, accuse réception desdits bons de commande par courrier électronique (PDF scanné avec la signature).

Les bons de commande sont signés par le directeur de l'Accueil et de la Sécurité ou son représentant. Ils sont notifiés par écrit (courrier ou message électronique) au titulaire selon les coordonnées indiquées par celui-ci dans son offre.

Article 2 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché s'exécute, sous réserve de sa notification, à compter du 1^{er} avril 2026 et jusqu'au 31 mars 2027. Il est reconductible trois fois pour une durée d'un an sans que sa durée totale puisse excéder quatre ans.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut la refuser.

Le Sénat peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin du marché.

De plus, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché, de conclure avec son titulaire un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché.

Enfin, dans l'hypothèse où l'accord-cadre s'achèverait sans qu'un nouvel accord-cadre ait pu entrer en vigueur, le titulaire serait tenu de continuer l'exécution de l'accord-cadre dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourrait excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Accueil et de la Sécurité.

Article 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constituant le marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021), sous réserve des dérogations qui sont explicitement prévues dans le présent CCP ;
- Le mémoire technique du candidat établi sur la base des réponses au cahier des réponses attendues (CRA).

Article 4 – CONTEXTE

La direction de l'Accueil et de la Sécurité est chargée de l'entretien et du nettoyage du Palais du Luxembourg et de ses dépendances, dont certains bâtiments sont classés monuments historiques.

Dans l'enceinte du Palais du Luxembourg, les sols des bâtiments, notamment au rez-de-chaussée, sont revêtus de marbre et/ou de pierre ancienne de différentes natures : dallage en marbre clair, dallage en marbre à damier noir et blanc, dallage extérieur en pierre, dallage intérieur en pierre de Bourgogne ou en comblanchien, etc.

Avec le temps et l'intensité des passages, certains sols ont perdu leur éclat et présentent des rayures et des épaufrures.

Aussi, en complément de l'entretien régulier des sols (nettoyage classique), le Sénat a engagé en 2021 une campagne pluriannuelle de rénovation de ces surfaces, au moyen de ponçages abrasifs et/ou de cristallisation.

Le présent marché a pour objectif de poursuivre la campagne pluriannuelle de rénovation des sols en marbre et en pierre.

À titre indicatif, les prestations suivantes ont été réalisées ces quatre dernières années :

- Janvier et mars 2021 : cristallisation des circulations Est et Ouest du Grand Perron, 400 m² au total, dallage marbre damier noir et blanc ;
- Avril 2021 : pourtour du rez-de-chaussée, 160 m² environ, dallage marbre clair ;
- Août 2022 : paliers et demi-paliers de l'escalier Est d'accès aux tribunes, 50 m² au total environ, pierre ancienne de nature poreuse ;
- Août 2023 : paliers de l'escalier du public, 50 m² environ, dallage marbre ;
- Août 2023 : vestibule des Salons de Boffrand, 130 m² environ, dallage marbre ;
- Août 2024 : salle René Coty, 150 m² environ, dallage comblanchien ;
- Août 2024 : Galerie sud, 470 m² environ, dallage marbre.

Article 5 - PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Lieux des prestations

Les prestations peuvent, notamment, avoir pour objet des dallages en surface plane, des paliers arrondis ou des cages d'escalier, dans les locaux du Sénat situés dans plusieurs bâtiments distincts du Palais du Luxembourg et de ses dépendances à Paris (75), essentiellement dans le VI^e arrondissement.

5.2 Les obligations relatives à l'environnement

Les matériels et les produits devront être respectueux de l'environnement.

Ainsi, il est demandé au titulaire de privilégier, à performances comparables, les matériels les moins consommateurs en énergie (eau et électricité).

Le titulaire s'engage, également, à utiliser des produits conformes aux exigences suivantes :

- produits à taux de biodégradabilité élevé ;
- produits naturels ;
- produits disposant d'un Eco label officiel - marque NF ENVIRONNEMENT, un Eco label européen pour les nettoyeurs multi-usages ou un équivalent.

5.3 Nature des prestations principales attendues

Les prestations principales attendues consistent en la rénovation des sols en marbre ou en pierre, notamment selon les procédés suivants :

- Méthode mécanique de ponçage à l'eau avec des disques abrasifs de différents grains ;
- Finition des bords ;
- Choix de finition mate, satinée ou brillante selon la composition minérale ;
- Cristallisation par procédé mécanique ;
- Vitrification des sols soumis à fort passage.

5.4 Nature des prestations complémentaires attendues

En complément, les prestations suivantes sont attendues pour chaque intervention :

- Protection de la zone d'intervention (au moins sur un mètre pour les murs) ;
- Masticage des joints creux, entre chaque dalle ou pierre, avec du ciment teinté et/ou de la résine ;
- Remise en place, le cas échéant, de bandes autocollantes antidérapantes noires ou rayées noir et jaune ;
- Nettoyage soigné en fin d'intervention.

Article 6 – OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTIES

6.1 Obligations incombant au Sénat

Le Sénat fournit au titulaire du marché les informations nécessaires à sa bonne exécution, en particulier les plans des zones concernées et les points d'alimentation en courant ondulé, le cas échéant.

Le Sénat n'est pas tenu de fournir dans son enceinte un stationnement aux véhicules du titulaire. Les véhicules, sous réserve d'acceptation préalable par les services de sécurité du Sénat, pourront être autorisés à stationner temporairement pour déposer et reprendre des équipements et matériels.

6.2 Obligations incombant au titulaire

6.2.1 Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur l'ensemble des prestations.

Dans les conditions prévues au présent CCP, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser les prestations dans les conditions les plus favorables à l'économie de ce contrat.

6.2.2 Obligations de sécurité

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, notamment en ce qui concerne l'aptitude physique de ses employés.

Le titulaire doit prendre les mesures de sécurité propres à supprimer les risques d'accident corporel lors des interventions, ainsi que les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel, à celui du Sénat et aux tiers.

Il veille, notamment, à fournir les équipements de protection individuelle (EPI) appropriés aux risques et aux conditions des prestations. Le responsable du site s'assure du port des EPI, ainsi que du respect des consignes de sécurité et des règles sanitaires par le personnel.

Par ailleurs, le titulaire doit procéder aux épreuves et aux vérifications réglementaires des machines et matériels qu'il utilise sur le site, notamment voiturette, échafaudages ou nacelles, ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité et à ses frais, une personne ou un organisme agréé.

L'éventuelle mise à disposition du titulaire et de ses personnels de machines et matériels par le Sénat ne dispense en aucune façon le titulaire des obligations ainsi définies. Sur simple demande de l'administration du Sénat, le titulaire doit être en mesure de produire les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. La même obligation lui incombe à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

6.2.3 Contrôles qualité, nettoyage de fin d'intervention et réception des prestations

Le titulaire du marché prend toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer une bonne exécution de ce marché. Il réalise notamment des contrôles dont la fréquence et la régularité sont adaptées à la complexité et à la durée de l'intervention. Il rapporte immédiatement à l'administration du Sénat tout problème qui pourrait survenir.

Le titulaire rend une zone d'intervention propre à l'issue des prestations.

Une visite préalable à la réception des prestations est réalisée, en présence d'un représentant de l'administration du Sénat.

6.2.4 Accès au site

Conformément aux procédures de contrôle en vigueur au Sénat, un titre nominatif d'accès est délivré à chaque employé du titulaire devant accéder au Palais et à ses annexes. Ce titre d'accès nominatif doit être porté de manière apparente tout au long de la présence dans le Palais ou des dépendances.

Pour l'établissement de leur titre d'accès, la direction de l'Accueil et de la Sécurité doit être saisie dans les meilleurs délais, et au plus tard trois jours ouvrés avant la prise de fonction, d'une demande d'autorisation d'accès d'un personnel œuvrant affecté sur le site du Sénat - ou dont l'affectation est prolongée - ou d'un interlocuteur administratif ayant nécessité de venir sur le site, en vue de l'établissement d'un titre nominatif d'accès.

Pour ce faire, le titulaire doit communiquer dans les mêmes délais les nom, prénom, date de naissance et copie lisible de la pièce d'identité / titre de séjour de cet agent ainsi qu'une photo d'identité (l'ensemble de préférence numérisé), en précisant les raisons de cette affectation, le lieu d'intervention prévu et la durée.

Un agent dont la demande de titre n'aurait pas été transmise ou aurait été refusée se voit interdire l'accès au Sénat. Le titulaire est alors pleinement responsable des conséquences de cette interdiction qui ne doit pas affecter la bonne exécution des prestations à laquelle il reste tenu.

L'administration du Sénat se réserve la possibilité de retirer le titre nominatif d'accès à un employé dont le comportement apparaît susceptible d'entraîner un manquement aux prescriptions du présent CCP. Le titulaire doit alors remplacer cet employé dans les meilleurs délais et cette situation ne doit pas affecter la bonne exécution des prestations à laquelle il reste tenu.

Le titulaire et ses personnels ainsi que ses éventuels sous-traitants doivent respecter les règles de circulation et de sécurité propres au Palais du Luxembourg et ses dépendances.

En particulier, le personnel employé doit accepter tous les contrôles de sécurité jugés nécessaires par le Sénat.

Il est formellement interdit au personnel du titulaire de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans des parties du Palais du Luxembourg ou de ses annexes où sa présence n'est pas justifiée par l'exécution des prestations.

Le titulaire avise son personnel qu'il n'est pas habilité à ouvrir les portes des locaux à des personnes autres que celles de sa société, dûment autorisées à accéder sur le lieu des prestations.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Article 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 Établissement du prix

Le marché est conclu à prix unitaires, auxquels sont appliquées les quantités exécutées.

Ces prix sont libellés en euros.

Ils comprennent la fourniture de la main d'œuvre, les matériels et éventuels produits et consommables utilisés pour l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, y compris pour le nettoyage des zones d'intervention, lesquels sont réputés inclus dans le prix figurant au bordereau des prix unitaires pour chaque type d'intervention.

7.2. Variation des prix

Les prix sont révisés au 1^{er} avril de chaque année de reconduction, par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1 / I0))$$

dans laquelle les différents facteurs ont la signification suivante :

- P0 = Prix initial figurant à l'acte d'engagement
- P = Prix révisé
- I1 = Dernier indice de référence connu au 1^{er} j de l'année de reconduction.
- I0 = indice de référence connu du mois précédent celui de la date limite de remise des offres.
- Indice de référence : indice Insee des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public (Identifiant 010766785). Pour la période initiale d'exécution du marché, les prix sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de prix révisés (notamment un bordereau de prix unitaires révisés), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

Article 8 – PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités et – par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS – les pénalités de retard sont applicables, sur simple constat des manquements observés et sans mise en demeure préalable, par décision du directeur de l'Accueil et de la Sécurité.

Ces pénalités sont les suivantes :

Infraction	Pénalité
Prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré :	1 500 € par infraction
Manquements aux obligations de sécurité (art. 6.2.2 du CCP) :	300 € par infraction
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 € par infraction
Défaut d'assurance ou de production dans les temps de l'attestation	300 € par jour calendaire
Manquements aux obligations relatives à l'accès au Sénat (art. 6.2.4 du CCP) :	300 € par infraction
Non-conformité dans la réalisation des prestations, selon le planning établi	
- Prestation non réalisée :	5 € par m ²
- Prestation mal ou partiellement réalisée :	3 € par m ²
- Prestation réalisée en retard :	50 € par jour calendaire de retard et par prestation
Non-traitement des non-conformités notifiées :	50 € par jour calendaire de retard et par prestation
Défaut d'accusé de réception d'un bon de commande :	50 € par jour calendaire dépassant le délai de réponse demandé
Autres manquements aux clauses du marché :	100 € par manquement

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront dues dès le premier euro, sans aucune exonération de seuil. Elles s'imputent directement sur le montant HT de la facture correspondant à la prestation ou, le cas échéant, d'une prestation suivante.

Article 9 – OBLIGATION DE DISCRÉTION, DE CONFIDENTIALITÉ ET INTERDICTION DE PUBLICITÉ

Le prestataire et ses intervenants, y compris ses sous-traitants éventuels, sont tenus à une **obligation de discrétion** ainsi que de **stricte confidentialité professionnelle** à l'égard de tous faits, informations ou documents dont ils auront eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Il leur est spécialement interdit de fournir directement ou indirectement à un tiers tout renseignement, plan, photographie ou document concernant soit les locaux du Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais et de ses dépendances.

Il leur est également interdit de faire une quelconque publicité aux prestations faisant l'objet du présent marché sans autorisation préalable du Sénat.

Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise à l'administration du Sénat.

Article 10 – SOUS-TRAITANCE

Avant la première intervention d'un sous-traitant sur le site et si ce sous-traitant n'a pas été proposé par le titulaire à l'appui de son offre, le titulaire doit présenter au Sénat, au moins dix jours avant le début de la prestation, une demande d'acceptation de ce sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

À l'appui de sa demande, le titulaire fournit à l'administration du Sénat :

- les qualifications professionnelles et les références de son sous-traitant pour des prestations similaires ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile du sous-traitant ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant pour l'année en cours ;
- s'il n'utilise pas le formulaire de déclaration de sous-traitance dit « DC4 », une déclaration du sous-traitant certifiant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à des marchés publics ;
- une copie du contrat de sous-traitance ainsi que les avenants éventuels.

En cas de sous-traitance occulte constatée par le service responsable, les travaux de sous-traitance seront immédiatement arrêtés : le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt et notamment les pénalités de retard.

Article 11 – RESPONSABLES TECHNIQUES

11.1 Pour le Sénat

Le suivi des prestations du présent marché est effectué par la direction de l'Accueil et de la Sécurité.

11.2 Pour le titulaire

Le titulaire désigne les personnes habilitées à assurer la conduite des prestations dans le cahier des réponses attendues.

Article 12 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé. En particulier, il fournira tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le marché sera résilié à ses torts et à effet immédiat. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnité.

Article 13 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les prestations sont payées sur le budget du Sénat. Le règlement du marché s'effectuera, après service fait, par virement bancaire, au plus tard 30 jours après la réception de la facture sur le portail dématérialisé du Sénat, sous réserve de l'acceptation de la facture. En cas de retard sur ce délai de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable sera le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points.

En outre, en cas de retard sur le délai de paiement prévu ci-dessus, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue aux articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Les factures afférentes au paiement contiennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du Sénat ;
- le nom, forme sociale, n° de SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- la désignation de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA, ou, le cas échéant, les références au code général des impôts en vertu duquel la TVA n'est pas applicable ;
- le montant TTC de la prestation exécutée ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la date à laquelle le règlement doit intervenir.

Le titulaire transmet sous forme électronique ses factures sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat¹, dans les conditions définies à l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, annexé au présent CCP.

La transmission d'une facture pour tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

Le service facturé sur le portail de facturation du Sénat sera la DAS (code : Sénat – DAS).

Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier du Sénat, 15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06.

¹ <https://www.senat.fr/facturation.html>.

Article 14 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DU MARCHÉ – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

14.1 Modification

Le présent marché ne peut être modifié que par voie d'avenant signé par les parties contractantes. Ces avenants ne peuvent prendre la forme de lettres à caractère unilatéral adressées par le titulaire.

14.2 Résiliation

Le marché peut être résilié par le Sénat dans les hypothèses et conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

La résiliation pour faute intervient dans les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG-FCS. Outre les cas généraux de défaillance du titulaire dans l'exécution de ses prestations, constituent notamment une faute susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire :

- le non-respect de ses obligations au regard de la législation ou de la réglementation du travail ;
- le non-respect de l'obligation de discrétion et de stricte confidentialité professionnelles prévue à l'article 9 du présent CCP.

Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continue d'exécuter toutes ses prestations dues au titre du marché. Seuls les frais courant jusqu'à la date d'effet de la résiliation demeureront dus au titulaire, sans que celui-ci puisse imposer au Sénat des pénalités ou de frais pour résiliation.

En outre, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il n'est dû au titulaire, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité.

14.3 Exécution aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le Sénat peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par celui-ci d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ou de résiliation pour faute de ce marché.

Article 15 – LANGUE - LITIGES

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

Les litiges seront soumis au :
Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : +33 1 44 59 44 00

Article 16 – RESPONSABILITE, ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tous dégâts et dommages causés aux personnes et aux biens par son personnel ou dans le cadre de l'exécution des prestations.

Dans le cas de dommages aux biens, le Sénat décidera au cas par cas si cette responsabilité doit s'exprimer par la réparation matérielle des dommages ou par un dédommagement financier.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, vol ou détérioration.

Il doit justifier de cette souscription, au plus tard dans les 15 jours qui suit la notification du présent marché et en tout état de cause avant le début d'exécution des prestations.

Le Sénat peut à tout moment vérifier que l'assurance contractée par la titulaire correspond effectivement aux risques encourus en lui demandant les justificatifs nécessaires.

Article 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 6 (obligations des parties) du présent cahier des clauses particulières déroge à l'article 5.3 (mesures de sécurité) du CCAG-FCS.

L'article 0 (pénalités) du présent cahier des clauses particulières déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 14.2 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières déroge au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS.

ANNEXE 1 - Arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020 (modalités de paiement)

S É N A T

- - -

Division de la Questure,
des Affaires juridiques
et du Contrôle interne

A R R Ê T É N° 2020-403**LES QUESTEURS,**

- Vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,
- Vu les articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique,
- Vu l'article 103 du Règlement du Sénat,
- Vu le Règlement budgétaire et comptable du Sénat,
- Vu l'arrêté n° 2006-274 du Bureau du 19 décembre 2006,
- Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1617 du 19 décembre 2006,
- Vu le rapport n° 2020-0056 du Directeur Général des Ressources et des Moyens, en date du 20 mai 2020,
- Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

A R R Ê T E N T :

Article premier. – Les cocontractants du Sénat et leurs sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

Pour l'application au Sénat de la section 1 du chapitre II du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique, et par dérogation à l'article L. 2192-5 du même code, la transmission des factures sous forme électronique s'effectue sur le portail de réception dématérialisée mis en place à cet effet par le Sénat ou, pour les marchés de travaux, dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2. – La transmission des factures sous forme électronique des titulaires de marchés de travaux et de leurs sous-traitants admis au paiement direct s'effectue sur une plateforme dédiée. Les conditions de facturation applicables sont précisées dans le cahier des charges desdits marchés.

Article 3. – Lorsque les titulaires de marchés conclus avec le Sénat ou leurs sous-traitants admis au paiement direct sont domiciliés à l'étranger, ils transmettent leurs factures sous forme électronique sur le portail prévu à l'article 1er ou la plateforme prévue à l'article 2 si le contrat qui les lie au Sénat le prévoit expressément.

Article 4. – Une facture transmise par tout autre moyen que ceux mentionnés aux articles 1^{er} ou 2 est rejetée.

Article 5. – Le présent arrêté n'est pas applicable aux factures présentées par les personnes mentionnées à l'article 3 lorsqu'elles sont libellées en devises étrangères. Ces factures sont alors transmises par courrier électronique à la direction gestionnaire du Sénat.

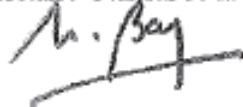
Article 6. – Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2020 et est applicable aux contrats en cours à cette date.

Il sera publié au Journal officiel.

Fait en Questure, au Palais du Luxembourg,
à Paris, le 26 mai 2020
LES QUESTEURS,

Rémy POINTEREAU
Bernard LALANDE
Vincent CAPO-CANELLAS

Pour ampliation,
Le Secrétaire Général de la Questure

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Bay'.

Marianne BAY

ANNEXE 2 – exemples des différents types de sols en pierre et marbre au Palais du Luxembourg et dans ses dépendances



Escalier en pierre ancienne



Dallage en marbre damier noir et blanc



Dallage en pierre ancienne



Sol en comblanchien



Terrasse extérieure en pierre ancienne